

Le nouveau moteur

Calestous Juma

L'UNE des choses que l'on remarque aujourd'hui en Afrique, c'est le nombre de propriétaires de téléphones portables : 71 % des adultes au Nigéria, par exemple, 62 % au Botswana et plus de la moitié de la population au Ghana et au Kenya, d'après une enquête Gallup de 2011.

Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'usage de ces téléphones a augmenté plus vite depuis 2003 en Afrique que dans toute autre région du monde. Selon Informa Telecoms & Media, un organisme britannique, l'Afrique est devenue fin 2011 la deuxième région la plus connectée du monde après l'Asie, avec 616 millions d'abonnés à la téléphonie mobile.

La pénétration est évidemment la plus forte en Afrique du Sud, le pays le plus développé, mais tous les pays ont adopté cette technologie, amenant l'innovation et la connectivité même au fin fond du continent, lançant la banque en ligne mobile et changeant la pratique des affaires.

Une terrasse de café à Addis-Abeba.

de l'Afrique

L'Afrique compte sur ses consommateurs de la classe moyenne pour assurer la prospérité

Constatant le succès de la téléphonie mobile, les banques et les entreprises de distribution cherchent à se développer en Afrique en ciblant une classe moyenne croissante de consommateurs. Selon la Banque africaine de développement (BafD), la vive expansion des années récentes a sensiblement étoffé cette classe moyenne, qui va continuer à augmenter, passant de 355 millions de personnes en 2010 (34 % de la population de l'Afrique subsaharienne) à 1,1 milliard (42 %) en 2060 (BAfD, 2011a). C'est la clé de la prospérité future de l'Afrique.

Une conjonction favorable

Après l'indépendance, le continent a été aux prises avec des problèmes de développement apparemment interminables : guerres civiles, instabilité politique, insécurité alimentaire

chronique, sécheresses, épidémies, pauvreté et corruption à grande échelle.

Mais, ces dernières années, une renaissance économique s'est amorcée. Malgré la récession mondiale, le taux de croissance de l'Afrique a été constamment élevé, grâce à une amélioration des politiques économiques, de la gouvernance et de l'usage des ressources naturelles, couplée à une gestion plus favorable aux entreprises et à une hausse de la demande de produits de base de pays émergents comme l'Afrique du sud, le Brésil, la Chine et l'Inde.

«L'Afrique se développe à un rythme sans précédent en dépit des crises mondiales successives dans l'alimentation et la finance. Même s'il faudra des dizaines d'années de croissance pour faire reculer sensiblement la pauvreté, on est actuellement de plus en





Une rue animée de Nairobi.

plus optimiste à propos du potentiel de l'Afrique», lit-on dans un rapport de la BafD, *L'Afrique dans 50 ans*.

La pauvreté persistera longtemps : selon la BAfD, un tiers des Africains seront encore très pauvres en 2060, avec moins d'1,25 dollar par jour pour vivre.

Le monde extérieur s'est senti appelé à assister des gens ne disposant que de 1 dollar par jour, mais privilégier l'aide n'a pas encouragé l'Afrique à aspirer à une performance économique supérieure. L'accent mis sur une prospérité progressive, plutôt que sur la pauvreté, représente un changement radical d'appréciation du futur économique de l'Afrique qui a de profondes conséquences politiques et pratiques.

À cause de la priorité donnée dans le passé à l'éradication de la pauvreté, les autorités africaines et les donateurs internationaux n'ont pas sérieusement recherché les moyens de promouvoir le bien-être : développement des infrastructures, enseignement technique, entrepreneuriat et commerce.

Qu'entend-on par classe moyenne en Afrique?

Dans les 47 pays d'Afrique subsaharienne, il n'est pas facile de définir la classe moyenne ou d'en calculer le nombre. La catégorie à laquelle nous nous référons se situe entre l'importante population pauvre (les personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour) et la petite élite riche.

Il ne s'agit pas de classe moyenne au sens des pays développés ou même émergents, mais les gens qui ont un revenu disponible et achètent de plus en plus de biens et de services contribuant au bien-être global de la société. Leur revenu moyen va de 1.460 à 7.300 dollars par an.

Selon la BAfD, la classe moyenne africaine augmente régulièrement depuis les années 80. Elle comptait 111 millions de personnes en 1980, soit 26 % de la population. Dix ans après, elle était à 196 millions, soit 27 %, et, en 2010, plus d'un tiers de la population en faisait partie (BAfD, 2011b).

Selon une récente enquête de la banque Renaissance Capital dans les villes nigérianes de Lagos, Abuja et Port Harcourt, la classe moyenne africaine est jeune et dans la phase de la vie où l'on s'équipe. 70 % ont moins de 40 ans et à tout moment, près de la moitié sont des acheteurs potentiels de réfrigérateurs, congélateurs et autres biens durables. Cette demande de biens de consommation s'étend à l'achat de logements, à leur amélioration, aux transports et aux loisirs.

Le McKinsey Global Institute prévoit que la consommation passe de quelque 860 milliards de dollars en 2008 à 1.400 milliards en 2020. L'installation de grandes chaînes de distribution comme Walmart est un signe de la confiance mondiale dans l'impulsion économique que l'on peut attendre de la classe moyenne africaine.

En 2030, les pays africains très peuplés (comme l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et le Nigéria) seront les piliers de la nouvelle classe moyenne, qui pourrait dépenser 2.200 milliards de dollars par an, soit quelque 3 % de la consommation mondiale.

Dans toute l'Afrique, on ressent le changement. Beaucoup des anciens problèmes subsistent : grande pauvreté, infrastructures médiocres et famine dans certaines zones d'un continent riche en ressources naturelles. Mais l'avènement d'une génération de jeunes entrepreneurs offrant de nouvelles possibilités est tout aussi remarquable.

Les facteurs du changement vont d'un climat des affaires favorable à la croissance locale aux progrès de l'intégration régionale et à la mondialisation, qui stimulent l'expansion.

Climat des affaires et entrepreneuriat

Outre les politiques économiques favorables à la croissance, l'apparition d'une classe moyenne africaine a été le produit d'un solide secteur privé dirigé par des entrepreneurs locaux; leur adoption rapide des nouvelles technologies va accroître le potentiel de la classe moyenne. Ainsi, les technologies de

l'information et de la communication offrent de nouveaux débouchés aux jeunes.

La majorité de la population active restera néanmoins dans le secteur informel, occupant des emplois à faible productivité et peu rémunérés. Même si l'emploi salarié officiel augmente de 10 % par an, la part du secteur informel sera encore de 60 % à 70 % en 2020.

Le Rwanda, encore dans les mémoires pour les massacres de 1994, donne une idée de ce que pourrait être la future classe moyenne africaine. Motivés par la perspective de l'intégration à l'économie mondiale, les jeunes Rwandais recourent aux dernières technologies pour lancer de nouvelles entreprises.

Clarisse Iribagiza et d'autres futurs ingénieurs de l'Institut de science et de technologie de Kigali ont lancé en 2010 HeHe Limited, une société de développement d'applications pour mobiles. Elle est le fruit de la formation donnée à ces étudiants par un programme du MIT sur l'accélération de l'innovation dans les technologies de l'information, conçu pour favoriser l'entrepreneuriat et le développement de logiciels. HeHe est l'une des nombreuses jeunes pousses rwandaises cherchant à profiter de l'expansion des infrastructures de télécommunications, notamment les réseaux à larges bandes.

Des entreprises similaires naissent dans d'autres pays africains. Au Kenya, par exemple, elles appliquent les dernières technologies de l'information à des domaines aussi divers que les loisirs, les communications, l'éducation, l'agriculture et les services.

Les jeunes pousses illustrent l'effet économique à long terme des investissements en infrastructures. En 2009, la société mauricienne Seacom a produit un câble sous-marin de fibre optique d'une valeur de 600 millions de dollars, reliant l'Afrique du Sud à l'Europe par la côte de l'Afrique de l'Est. Selon son ancien PDG, Brian Herlihy, cette initiative a mobilisé un investissement supplémentaire de 6 milliards de dollars dans la fibre terrestre fabriquée à l'intention des réseaux nationaux et communaux ainsi que des relais de téléphonie mobile en Afrique orientale et australe.

Le fait que 76 % des actions de Seacom soient détenus par des investisseurs africains montre que les capitaux et les technologies étrangers peuvent servir de levier aux investissements locaux dans de grands projets qui favorisent le développement d'entreprises et concourent à la croissance de la classe moyenne. Pour Seacom, la prochaine étape aidera l'Afrique à se lancer dans les services basés sur les réseaux à large bande, comme l'infonuagique.

L'amélioration du climat des affaires favorisera dans les prochaines décennies la croissance d'origine locale, en particulier dans les villes, où se concentre souvent la créativité. La nouvelle classe moyenne se développera au sein de noyaux industriels et agricoles offrant des possibilités d'innovation et d'entrepreneuriat. Les investissements actuels dans des infrastructures essentielles, telles que les réseaux à large bande, augmenteront la connectivité, la mobilité et le regroupement des activités.

La nouvelle classe moyenne africaine prospérera dans des centres de connaissances liés à l'économie mondiale. Les sources de cette croissance se trouvent dans des endroits comme Ikeja, le quartier informatique naissant de Lagos, et de nouveaux secteurs axés sur le savoir comme le réseau nigérian de production

de films («Nollywood») produiront une nouvelle vague d'entrepreneurs prêts à façonner la prochaine génération d'Africains de la classe moyenne.

Marchés régionaux

Tout en favorisant les sources locales de croissance, l'Afrique évolue rapidement vers une intégration régionale destinée à créer de plus grands marchés continentaux. L'initiative la plus importante est le lancement, en juin 2011, de négociations en vue de la création d'une grande zone de libre-échange (GZLE) allant de la Libye et de l'Égypte jusqu'à l'Afrique du Sud.

Elle fusionnerait trois entités : la Communauté du développement de l'Afrique australe, la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (voir «Pleins feux : Commerce dans la CAE» dans ce numéro).

Ses initiateurs envisagent que la GZLE englobe 26 pays, avec un PIB total supérieur à 1.000 milliards de dollars et 700 millions de consommateurs. Ce vaste marché attirera des investisseurs étrangers et nationaux. Le développement industriel et agricole local prédominera, mais de nombreux intrants seront importés; des discussions ont déjà lieu sur l'établissement de cette zone de libre-échange tripartite.

Les blocs commerciaux élargis facilitent la croissance, qui elle-même contribue à l'expansion de la classe moyenne. On estime que les mesures de libéralisation des trois blocs régionaux actuels ont fait passer les exportations des 26 États membres de 7 milliards de dollars en 2000 à plus de 32 milliards en 2011.

Elles prolongent l'intégration en cours au sein de la CAE : union douanière, marché commun, monnaie commune, fédération politique. Les cinq pays membres (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie) comptent 135 millions d'habitants avec un PIB total de quelque 80 milliards de dollars, ce qui représente un important marché de consommation.

La région prépare actuellement la création d'une union monétaire qui aura pour objectifs la conduite d'une politique monétaire et budgétaire saine ainsi que la stabilité financière. Les négociations tentent de tenir compte des limites de la zone euro en prévoyant des mesures d'intégration budgétaire et de stabilisation financière. Si elle est adoptée sous la forme envisagée, l'union monétaire donnera naissance à la première économie régionale authentique d'Afrique, qui attirera des investissements étrangers directs tout en favorisant la consommation et le développement de la classe moyenne.

Investissement

Le commerce intra-africain est limité par la faiblesse des infrastructures, surtout dans l'énergie, les transports, l'irrigation et les télécommunications. Ainsi, la République démocratique du Congo dispose d'un réseau routier asphalté limité à quelque 3.100 kilomètres, alors que ce pays a quatre fois la taille de la France, qui a près d'un million de kilomètres de routes. Son aptitude à participer effectivement à la zone de libre-échange dépendra de la rapidité de ses investissements dans la construction et l'entretien des infrastructures.

L'ensemble de l'Afrique devra dépenser près de 500 milliards de dollars durant la prochaine décennie pour satisfaire ses besoins d'infrastructures (voir «Mettre l'Afrique sur les rails»



Un couple se prend en photo avec un portable à Soweto, en Afrique du Sud.

dans ce numéro). Plusieurs pays ont commencé à exécuter des projets ambitieux pour combler cette lacune. Ainsi, le Sénégal rénove ses infrastructures énergétiques, routières et aéroportuaires pour devenir une plaque tournante régionale des affaires.

La croissance de l'Afrique et la montée concomitante de la classe moyenne dépendent en partie d'une hausse des investissements internationaux provoquée par une augmentation des échanges, notamment avec les pays émergents en expansion. On prévoit que le commerce avec la Chine, évalué à 10 milliards de dollars en 2000, dépassera 110 milliards de dollars en 2011, tandis qu'avec l'Inde, il passerait de 3 milliards de dollars en 2000 à 70 milliards en 2015. Ces liens comportent des risques : la croissance globale de l'Afrique est tellement corrélée à l'exportation de matières premières vers la Chine qu'elle est vulnérable aux fluctuations de la production industrielle chinoise.

Outre les besoins pressants dans l'éducation et la santé, il faudrait des injections massives de capitaux pour remédier à l'insuffisance flagrante des infrastructures en Afrique.

Aide de la diaspora

La classe moyenne africaine augmente parallèlement à l'intégration du continent à l'économie mondiale. Le grand nombre d'Africains émigrés (voir «Mettre à profit les diasporas» *F&D*, septembre 2011), au moins 30 millions selon les estimations, peut favoriser la connectivité avec le monde et être une source d'investissement.

Jusqu'à présent, l'influence de cette communauté diverse s'exerce surtout par l'envoi de fonds d'un montant annuel estimé à 38 milliards de dollars. Les transferts non enregistrés pourraient porter le total à près de 60 milliards de dollars. Ces flux, dont une large part aide les familles des émigrants, sont bien supérieurs aux 25 milliards de dollars annuels d'aide officielle au développement que l'Afrique reçoit.

La diaspora africaine constitue de plus en plus une importante source d'investissement contribuant au développement de la classe moyenne.

Elle aide à construire une nouvelle génération d'universités qui font progresser les compétences, mais favorisent aussi l'essor de la classe moyenne. On peut citer l'exemple de l'université d'Ashesi au Ghana, fondée par Patrick Awuah, ancien salarié de Microsoft et diplômé de l'école commerciale Haas de

l'université de Berkeley. Elle a vocation à former «une nouvelle génération de chefs d'entreprise éthiques et créatifs en Afrique et à promouvoir l'excellence en matière de recherche, d'encadrement et de citoyenneté».

Il en va de même dans des parties encore plus pauvres de l'Afrique. Ainsi, le Somaliland, qui s'est déclaré indépendant après la chute du dictateur militaire Siad Barre en 1991, s'est beaucoup appuyé sur sa diaspora pour créer des institutions d'enseignement supérieur. Il a commencé par l'université d'Hargeisa, puis les universités Burao et Amoud ainsi que l'université de technologie du Somaliland et l'université Gollis.

La contribution croissante des diasporas africaines à la montée de la classe moyenne s'appuie sur les progrès de la connectivité et de la mobilité. Les vols directs entre les États-Unis et l'Afrique de l'Ouest facilitent par exemple les investissements dans la région. Les Ghanéens qui travaillent dans les industries pharmaceutiques du New Jersey commencent à investir dans le secteur de la santé de leur pays natal. Des flux d'investissement et des liens commerciaux similaires favoriseront le développement de la classe moyenne en Afrique de l'Ouest.

Développer les compétences entrepreneuriales

Les universités et les autres institutions d'enseignement supérieur ont vocation à apporter les connaissances nécessaires aux entrepreneurs locaux. Pour des raisons historiques, les universités africaines sont plus centrées sur l'éducation traditionnelle que sur les savoirs techniques et entrepreneuriaux. Celles de la première génération étaient conçues pour former les fonctionnaires postcoloniaux; les administrateurs coloniaux n'avaient pas préparé les Africains à être des agents du changement économique. La conception traditionnelle a servi de modèle aux nouvelles universités, alors même que les besoins économiques exigeaient de donner une plus grande place à la technologie et au commerce.

Mais, au fur et à mesure que l'Afrique investit dans des infrastructures nouvelles, il devient possible de développer ses capacités de conception, d'exécution et de maintenance de projets. Les projets régionaux en matière d'énergie, de transport, d'irrigation et de télécommunications serviront ensuite de base à la formation technique.

Des universités spécialisées peuvent conjuguer formation théorique et travail pratique au moyen d'un enseignement expérimental qui permettra de diversifier les méthodes d'enseignement supérieur sans devoir réformer les universités actuelles, dont certaines pourraient adopter volontairement le nouveau modèle.

Il existe déjà des universités de ce type en Afrique et ailleurs : on trouve en Égypte, au Ghana et au Kenya des écoles dédiées aux télécommunications. De plus, les diverses exportations de l'Afrique, comme les minerais et les produits agricoles, sont liées à de longues chaînes de valeur qui constituent une bonne base pour la conception de cursus et d'innovations pédagogiques.

Il ne reste qu'à définir des cursus portant sur la production de café, de chocolat, de thé, de fleurs, de cuivre et de diamants. L'université Carnegie Mellon de Pittsburgh a créé au Rwanda une branche consacrée à la formation aux technologies et à

l'entrepreneuriat, qui permettra au pays d'être une plaque tournante sur ce plan et d'aider ses voisins.

Pivots urbains de la croissance

La montée de la classe moyenne s'accompagne de l'urbanisation : l'agglomération de la population est un facteur de croissance et de créativité.

Lagos, ancienne capitale du Nigéria, fut considérée comme condamnée quand les dirigeants fédéraux trouvèrent un nouveau siège pour l'État dans l'intérieur du pays. Aujourd'hui, c'est un symbole du renouveau économique, en partie du fait du dynamisme municipal, mais aussi grâce à l'esprit d'entreprise des habitants et au poids économique de la classe moyenne.

Près de 20 % des Lagosiens font maintenant partie de cette classe en expansion. Selon l'enquête récente de Renaissance Capital, la classe moyenne de Lagos va beaucoup stimuler la demande nationale et internationale de produits manufacturés.

L'un des moyens d'exploiter le potentiel urbain est de transformer les villes en centres d'innovation. Ainsi, Lagos a récemment créé un conseil consultatif de l'innovation destiné à soutenir les efforts de dynamisation technologique et entrepreneuriale de l'État. Il est présidé par le ministre d'État pour la science et la technologie, dont la fonction est passée de l'aide à la recherche à la promotion de l'innovation.

Ces changements contribueront à renforcer le rôle économique de la classe moyenne dans la région.

Révolution agricole

Les nouvelles technologies et l'urbanisation ne sont pas les seules sources de croissance. Il y a aussi un vaste potentiel inexploité pour l'agriculture africaine, qui a en fait régressé. Depuis 1960, la production alimentaire mondiale a augmenté de 145 %, mais en Afrique subsaharienne, elle a baissé de 10 %, largement à cause du sous-investissement dans ce secteur.

L'usage des engrais est par exemple étonnamment limité : seulement 13 kilos à l'hectare en Afrique subsaharienne au lieu de 71 en Afrique du Nord. 24 % de la production de céréales utilise des graines améliorées, contre 85 % en Asie de l'Est. L'absence d'apport de nutriments a entraîné une usure dramatique des sols. 75 % des terres agricoles de l'Afrique subsaharienne ont été dégradées par la surexploitation. 4 % seulement des récoltes étant irriguées, au lieu de 40 % en Asie du Sud, la région est à la merci des fluctuations des prix alimentaires mondiaux.

La conjonction de nouvelles connaissances et technologies avec la flexibilité des méthodes, ressources et expériences locales permettront de concevoir de nouveaux produits et services, de mettre à profit l'innovation technologique, d'encourager l'entrepreneuriat, d'augmenter la production agricole, de créer des marchés et d'améliorer les infrastructures. Les progrès de la transformation et du stockage des aliments peuvent stabiliser les marchés agricoles et promouvoir l'innovation rurale.

La hausse des prix alimentaires incite des intérêts extérieurs à investir dans l'agriculture africaine. Au début de 2011, Saudi Star Agricultural Development, une société appartenant au milliardaire Sheikh Mohammed al-Amoudi, a annoncé son intention d'investir 2,5 milliards de dollars en Éthiopie d'ici 2020 pour produire du riz. Des entreprises éthiopiennes exploiteront des

terres arables vierges des plaines du pays dans le cadre du plan national de location de 3 millions d'hectares à des investisseurs privés au cours des quatre prochaines années. L'Éthiopie a plus de 74 millions d'hectares de surfaces cultivables, dont 15 millions seulement sont exploités. Cultiver les terres qui ne le sont pas est une première étape du développement rural et de l'expansion de la classe moyenne.

Diversification et nouvelles possibilités

Les forces de la mondialisation — interdépendance commerciale, connectivité et mobilité — offrent de nouvelles possibilités de croissance et d'échange avec le reste du monde.

Les changements politiques et de politique économique amorcés il y a plus de dix ans suscitent l'optimisme. Les investissements en infrastructures et la formation technique insuf-

Les forces de la mondialisation — interdépendance commerciale, connectivité et mobilité — offrent de nouvelles possibilités de croissance.

fleront aux entreprises axées sur les technologies le dynamisme nécessaire pour accroître la prospérité. Leur apparition stimulera elle-même l'innovation dans le secteur financier, d'où un financement accru des initiatives locales.

Face à la montée de la classe moyenne, les autorités devraient donner la priorité à l'intégration économique régionale ainsi qu'aux investissements dans les infrastructures, la formation technique et l'aide aux entrepreneurs. Miser sur les consommateurs apportera la prospérité en Afrique, et pas seulement à la classe moyenne. ■

Calestous Juma est professeur de Pratique du développement international et Directeur du projet science, technologie et mondialisation à la Harvard Kennedy School. Il est l'auteur de The New Harvest: Agricultural Innovation in Africa (Oxford and New York: Oxford University Press, 2011).

Bibliographie :

Banque africaine de développement (BAfD), 2011a, *L'Afrique dans 50 ans — Vers la croissance inclusive* (Tunis, septembre 11).

———, 2011b, "The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa," AfDB Market Brief (Tunis, April 20).

The African Executive, 2011, "Nigeria's Middle Class Exudes Growth and Optimism," October 5. Disponible en anglais à www.africanexecutive.com/modules/magazine/articles.php?article=6119

McKinsey Global Institute, 2010, *Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies* (Seoul, San Francisco, London, Washington: McKinsey & Company).

Robertson, Charles, Nothando Ndebele, and Yvonne Mhango, 2011, *A Survey of the Nigerian Middle Class* (Lagos, Nigeria: Renaissance Capital, September 26).